



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/1997/105
21 juillet 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Session de fond de 1997
Genève, 30 juin - 25 juillet 1997
Point 7 d) de l'ordre du jour

RAPPORTS, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES :
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

Lettre datée du 18 juillet 1997, adressée au Président du Conseil
économique et social par la représentante permanente
adjointe des Etats-Unis d'Amérique au Conseil

Au cours de la trente-troisième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine a odieusement accusé le Gouvernement israélien d'avoir inoculé le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) à environ 300 enfants palestiniens. Le représentant d'Israël a immédiatement réfuté ces accusations d'une manière convaincante.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a appris que le journal qui était à l'origine de l'"information" de l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine avait renié l'article publié à ce sujet, déclarant qu'il considérait comme "de son devoir de souligner l'inexactitude de cette alarmante information" (al-Ahram, le Caire, 28 janvier 1997).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sait également que le Président de la Commission des droits de l'homme, Son Excellence l'Ambassadeur Miroslav Somol, a demandé à l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine de retirer sa déclaration.

Malgré les efforts du bureau et du Président de la Commission des droits de l'homme, et bien que le caractère fallacieux des déclarations faites par l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine ait été prouvé, ce dernier n'a pas jusqu'à présent corrigé ses observations.

Le Gouvernement des Etats-Unis tient donc à bien marquer sa répulsion devant la déclaration malveillante, manifestement fausse et non corrigée de l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine, déclaration qu'il rejette. Des déclarations aussi manifestement erronées n'ont aucune place dans les délibérations de l'Organisation des Nations Unies et jettent le discrédit sur celle-ci. Ceci est particulièrement vrai si l'on considère que l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine parlait de "génocide" lorsqu'il a proféré son allégation. Avilir le sens de ce terme de pareille façon n'est pas digne d'un représentant à l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement des Etats-Unis est fermement convaincu que dans cette situation, la seule ligne de conduite honorable pour l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine serait de rétracter ses remarques et de s'en excuser.

Sauf à ce geste raisonnable de la part de l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine, ma délégation vous prie respectueusement, en tant que Président du Conseil économique et social, d'exiger de l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine qu'il rétracte ses remarques et présente ses excuses pour l'atteinte ainsi portée à l'image de l'Organisation des Nations Unies.

Je vous prie en outre de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre, de même que celui de la lettre ci-jointe adressée au représentant permanent d'Israël par le Président de la Commission des droits de l'homme accompagné d'une traduction non-officielle de la rétractation par al-Ahram de son article, comme document officiel du Conseil.

La représentante permanente adjointe des Etats-Unis
au Conseil économique et social

(Signé) Seth WINNICK

Annexe II

AL-AHRAM - RETRACTION OF AIDS STORY 27 OR 28 1 97

(Unofficial translation)

HEADLINE: "AL-AHRAM DENIES THE STORY
OF INJECTING AIDS VIRUS TO PALESTINIANS"

"Al-Ahram" published in its edition of 22.1.97 on its first page a story, according to which the Israeli authorities injected 305 Palestinian children with the AIDS virus. "Al-Ahram" quoted this news item from the N.D.R. news-agency which attributed the news item to an Israel newspaper, "Yediot Aharonot". When al-Ahram began to follow up the story at the level of investigation and analysis, it was surprised to find the news item is not true and that the "Yediot Aharonot" newspaper had not published anything of this kind. "Al-Ahram" also contacted the Ambassador of Egypt in Israel who completely denied that a story of this kind had been published in any Israeli newspapers, and therefore "al-Ahram" sees it as its duty, with regard to preserving its credibility regarding the information which it presents to its readers, to emphasize the uncorrectness of this serious news item. "Al-Ahram" also informs its readers that it has taken all steps to guarantee the non-recurrence of a mistake of this kind, in order to preserve its reputation as a distinguished journalistic institution.

Annexe I

Letter dated 21 March 1997 from the Chairman
of the fifty-third session of the Commission
on Human Rights to the Permanent Representative
of Israel to the United Nations Office at Geneva

Thank you very much for your letter dated 17 March 1997 relating to a statement made at the 53rd session of the Commission on Human Rights. I fully understand your concern as to the charge made against your country by the Palestinian Observer Ambassador Ramlawi in his statement delivered on 11th March 1997, saying that 300 Palestinian children have been recently injected by Israel with the HIV (AIDS) virus.

As Chairman of the current session of the Commission and representative of a country protecting and promoting democracy, human rights and a fair political dialogue, I share your feeling about such a serious allegation made without evidence, on the basis of a newspaper article. From the context of the situation and information generally available I assume that the speaker should be aware of the fact that these allegations have been proved completely false.

This unfortunate case reminds me of a very similar allegation made towards your country in 1991 in the Commission on Human Rights. Already at that time my predecessor, the Chairman of the 47th session of the Commission, expressed the conviction that declarations provoking racist or discriminatory sentiments must not be tolerated in the Commission.

I fully share this opinion and personally strongly reject such a way of argumentation in the discussions of the Commission. It is my view that a statement of that kind cannot remain without an appropriate reaction.

As requested, your letter has been circulated as an official document of the Commission (E/CN.4/1997/122). I have arranged with the secretariat that also my reply to your letter will be circulated as official document of the Commission.

Please accept, Mr. Ambassador, the assurances of my highest consideration.

Miroslav Somci
Chairman of the 53rd session
of the Commission on Human Rights